

1er Mai :

Le jour d'après, je veux quoi ?

Alors que le monde entier fait face à la pandémie, ce 1er Mai sera plus que jamais la journée internationale de luttes des travailleuses et travailleurs. Depuis le début de la crise sanitaire, des millions de personnes sont confinées. De nombreux pays vivent grâce aux oublié·e·s, aux invisibles de nos sociétés, qui continuent à travailler, le plus souvent au risque de leur propre vie.

Les paroles de reconnaissance des gouvernements n'ont pas été suivies d'actes forts. Les mots sont évidemment insuffisants pour exprimer notre colère et notre détermination à faire changer les choses.

Nous porterons ce 1^{er} Mai 2020, bien que confiné·e·s, les revendications qui sont plus que jamais d'actualité.

Sacrifier la santé des travailleur·se·s n'est pas admissible

La santé, la sécurité, le droit de retrait, de grève, le droit syndical doivent être respectés !

Sacrifier les droits des travailleur·se·s sur l'autel de l'économie n'est pas tolérable et ne pourra continuer quelle que soit la situation

Ce n'est pas une prime donnée au bon vouloir du patron ou de l'employeur public, une aide ponctuelle aux plus modestes qui suffiront aux travailleur·se·s : ce sont de vraies revalorisations salariales du Smic et des salaires, en particulier dans les conventions collectives où ils sont les plus bas, tout comme dans la Fonction publique !

Sacrifier les plus précaires d'entre nous n'est pas admissible dans une société d'égalité et de solidarité

Vacataires, intérimaires, intermittent·e·s, services civiques, la précarisation des travailleur·se·s s'est multipliée ces dernières années et la situation des chômeur·se·s et étudiant·e·s a été dégradée, tout comme celle des sans-papiers aujourd'hui ignoré·e·s sur le plan sanitaire comme social.



**Pour un monde juste,
durable et solidaire**



Même confiné·e·s,

manifestons toutes et tous le 1^{er} Mai

les consignes vous seront données ultérieurement

ET CHEZ NOUS

Union Départementale CGT Haute Corse.
Bastia le 15 avril 2020

Compte rendu de la Réunion audio du Bureau UD du 15 avril 2020

Comme nous le faisons au moins chaque semaine, les membres du Bureau de l'UD ont tenu une nouvelle réunion audio en fin d'après-midi qui a duré plus de 2 heures. Étaient présents: Eve, Philippe, Sandrine, Charles, Nonce, Roland, Dominique, J Pierre, Louis, Séverine et J Jacques DS Leroy Merlin.

De nombreux points étaient à l'ordre du jour notamment suite au discours de Macron lundi dernier.

Nonce nous a fait part de la réunion audio qu'avait eu l'après-midi avec les référents régionaux CGT pour les élections TPE. Si l'élection est reportée à janvier 2021 le dépôt des listes de candidatures avant le mois de juin pose problème. La CGT demande un report des candidatures à septembre.

Après un échange nourri, Roland a reçu mandat de l'UD pour intervenir sur certains points lors de la réunion qu'il aura demain jeudi avec le Préfet. Il demandera notamment que l'ouverture des écoles ne puisse se faire sans les garanties totales de sécurité pour les personnels comme pour les enfants. Pour la CGT (voir communiqué de Charles pour notre syndicat régional enseignant) il est impossible que cette rentrée puisse se faire le 11 Mai. Nous utiliserons tous les moyens y compris juridiques à notre disposition pour empêcher une réouverture des écoles sans les garanties exigées. Il semble évident que le gouvernement envoie au front les fonctionnaires et les personnels pour contraindre les parents à reprendre le travail pour des intérêts économiques sous la pression du patronat ; et pour limiter le coût des mesures budgétaires qui s'envolent.

Roland exigera du Préfet qu'il fournisse un état précis de ce qui se passe dans les entreprises qui restent ouvertes. Quelles mesures de sécurité avec quel résultat ?? ; les personnels sont-ils consultés ?. Comme le rappelle justement Louis concernant les éboueurs qui n'ont qu'un masque par semaine (avec les arrivées de ces derniers jours de masques espérons que ça s'améliore) les agents risquent leur vie chaque jour; d'autant qu'ils doivent en plus affronter l'incivisme d'une partie de la population qui ne respecte pas les règles minimales lors du dépôt de leur poubelle.

Sandrine a évoqué la démarche de son syndicat pour trouver une solution pour les compléments de salaires pour les salariés confinés pour garde d'enfant. Il semble que ses nombreuses interventions portent ses fruits puisqu'une solution serait trouvée dans les tous prochains jours. Les diverses mesures prises par les pouvoirs publics pour venir en aide aux plus démunis, même insuffisantes seront les bienvenues pour ces familles qui ont le plus grand mal à se nourrir dans cette période tragique.

Séverine nous a fait un point sur la situation à l'hôpital en particulier, et sanitaire en général. Le personnel n'est toujours pas testé. Les personnels et les résidents de l'Ehpad de Toga commenceront à être testés dès demain. Philippe pour la Poste rappelle que malgré les difficultés, les services ont toujours été assurés par les personnels. Certes des bureaux restent fermés et la distribution ne peut être effectuée tous les jours, mais la CGT est très présente à la fois pour exiger des mesures de sécurité pour les agents et le public (ce qui semble être obtenu) mais aussi pour garantir un service le plus performant possible. La CGT demande notamment que L'avion postal soit rétabli. Des milliers de colis sont en souffrance à cause d'achats internet nombreux pour des besoins non essentiels ce qui empêche les courriers ou colis urgents d'être acheminés rapidement.

J Jacques DS du Leroy Merlin continue d'être présent dans le magasin de Furiani pour veiller à la sécurité des salariés. Sa ténacité et sa constance ont contraint la Direction du magasin à tenir compte de ses remarques et de ses propositions.

Un point a également été fait sur le fonctionnement de l'UD en période de confinement. Un courrier sera envoyé à la confédération concernant nos demandes de Droits Syndicaux pour préparer la réunion prévue le 10 avril mais reportée après le dé confinement. Une attention a été portée sur la vie syndicale et l'urgence de relancer le plus tôt possible une campagne de syndicalisation. Campagne d'autant plus nécessaire après plusieurs semaines de paralysie économique. Dominique a accepté de piloter le pôle vie syndicale et de travailler à cette tâche essentielle pour notre organisation.

Plus que jamais les salariés ont besoin dans cette période terrible, de la CGT. Continuons à communiquer et à répondre à toutes les sollicitations. C'est dans les difficultés que l'on juge de l'efficacité et du sérieux de nos syndicats et de nos militants.

Confiné Oui ; Isolé Non.

Union Départementale CGT Haute Corse.
Bastia le 22 avril 2020

Compte rendu de la Réunion audio du Bureau UD du 22 avril 2020.

Le 1er Mai la CGT Haute Corse doit être visible.

Comme chaque semaine les membres du Bureau de l'UD Haute Corse ont tenu une nouvelle réunion audio en fin d'après-midi. Étaient présents: Eve, Philippe, Sandrine, Charles, Nonce, J Pierre, Séverine. Roland était Excusé car en réunion professionnelle SDIS Pompiers.

Charles a évoqué le courrier envoyé à tous nos syndiqués par mail. Plus que jamais nous avons besoin de Solidarité et de contacts avec nos bases syndicales. Ne pas hésiter à partager ce courrier le plus largement possible au-delà même de nos syndiqués vers les sympathisants et les salariés en général. Pour aller dans le même sens, Nonce a pris l'initiative de contacter notre section départementale retraités pour une réunion audio. Charles a également fait part des communiqués et articles de presses de notre UD qui montre que notre activité auprès des salariés continue malgré le confinement. Une demande de réunion audio avec la Direccte est nécessaire pour aborder les problèmes liés au chômage partiel et aux conditions de rémunérations pour les milliers de travailleurs en Corse. Demain 23 avril une nouvelle réunion audio est prévue avec la préfecture sur la question de la reprise du travail notamment dans le BTP.

Nous essayons également de répondre aux demandes de salariés qui continuent de subir des menaces et sanctions de leur employeur comme pour l'Ehpad P Bocognano à Bastia. En effet sa directrice (la CGT avait organisé le 12 mars un rassemblement pour dénoncer sa gestion scandaleuse envers les personnels) continue d'envoyer sanctions et mises à pied. Il y a pourtant autre chose à faire en priorité dans les Ehpad en ce moment que de traquer les personnels !!!

Concernant les courriers envoyés par les organisations patronales nous demandant de signer une démarche commune dans la crise actuelle, nous ne les approuverons que si nous pouvons en amender le contenu.

Philippe souligne les conditions de travail et les difficultés pour assurer une distribution du courrier régulière et un accueil satisfaisant dans les bureaux de poste malgré l'engagement total des salariés. Les nombreuses commandes non essentielles comme sur le site Amazone empêchent les courriers essentiels et prioritaires d'être acheminés en temps voulu. Aux impôts, malgré l'ouverture de la campagne de déclaration sur le revenu, il n'est pas possible d'accueillir le public physiquement ce qui risque de pénaliser les publics fragiles.

Malgré le confinement, nous devons absolument rendre visible la CGT Haute Corse à l'occasion du 1^{er} Mai. Cette année particulièrement la solidarité et les Droits des travailleurs doivent être défendus et affirmés avec force en Corse et partout dans le monde. Une 1^{ere} idée serait un défilé en voiture (1 personne par véhicule) qui partirait de l'hôpital en passant par les pompiers, les dépôts de la CAB et autres services publics pour saluer tous les travailleurs qui nous aident à vivre dans cette période. Si vous avez une autre idée n'hésitez pas à nous en faire part.

Un point a été fait sur la question du dé confinement à compter du 11Mai, le port des masques et la rentrée scolaire.

Plus que jamais les salariés ont besoin dans cette période terrible de la CGT. Des milliers de Corses voient leurs revenus diminuer, leur emploi menacé; la peur de contracter ce terrible virus est aussi très forte. Continuons à communiquer et à répondre à toutes les sollicitations. C'est dans les difficultés que l'on juge de l'efficacité et du sérieux de nos syndicats et de nos militants.

Pour tout contact ou conseil tel: 04 95 31 71 98 et 06 30 98 20 84

Confiné Oui, Isolé Non.

**C'est pas un petit virus, tout minuscule,
mais 'complice du patronat' quand même,
qui fera taire le CGT**

Hausse importante des prix des fruits et légumes en France

**Chute des cours mondiaux
de nombreuses matières premières.**

Une situation qui interroge fortement les consommateurs !



Selon une étude récente, les prix des fruits et légumes ont progressé dans l'hexagone de 9 % entre la semaine du 2 au 9 mars et celle du 6 au 11 avril. La hausse est même de 12 % pour les produits Bio, selon des relevés effectués dans plus de 4 600 drives sur 116 000 prix. Les ménages auront du mal à se consoler avec la baisse du prix de l'essence. Malgré la chute historique des cours du brut américain, celle-ci est toute relative en raison de la fiscalité forte et du fait que notre essence est calculée sur la base du prix du baril Brent de la mer du Nord. Si le consommateur français fait grise mine les associations caritatives tirent la sonnette d'alarme sur la question des approvisionnements. La diversité des aliments n'est plus au rendez-vous. Une grande majorité constate un manque criant de produits frais, qui viennent presque exclusivement du ramassage quotidien dans les grandes surfaces.

Montrés du doigt pour le manque de civisme par ces temps de crise, les grandes surfaces ont assuré de leur côté avoir pris des mesures fortes : Intermarché parle de bloquer jusqu'à la mi- mai les prix de 10.000 produits de marques nationales ou de marques de distributeur. Chez Carrefour même son de cloche avec le blocage de 500 produits de l'opération dite « prix imbattables » ... Pendant ce temps à l'échelle mondiale les prix des matières premières agricoles continuent leur dégringolade inexorable.

Interrogé sur ce paradoxe le ministre de l'Économie s'est contenté de dire laconiquement : « il y a sur certains fruits et légumes frais une forte augmentation, ce phénomène s'explique par le remplacement de "produits qui venaient de pays européens pas forcément de la même qualité" par "des produits français".

Une note du service central du renseignement territorial daté du 7 avril 2020 contredit partiellement ces propos puisqu'elle évoque des abus qui ne trouvent pas de justifications et qu'elle qualifie d'opportunisme. Cette information est loin d'être anecdotique puisqu'elle émane d'un service rattaché au ministère de l'intérieur qui donne des informations en temps réel de ce qui se passe partout en France dans les domaines de la vie institutionnelle, économique et sociale et qui sont susceptibles de provoquer des réactions dans la population.

Pour l'INDECOSA-CGT il y a des effets d'aubaine qui ne sont pas acceptables dans un contexte comme celui-ci. Encore une fois ce sont les plus démunis qui en subissent les conséquences. Il est urgent d'agir et compte tenu des circonstances le gouvernement doit prendre des mesures immédiates comme le blocage immédiat des prix de nombreuses denrées alimentaires essentielles vendus dans les grandes surfaces. La liste des produits dits sanctuarisés doit se faire dans le cadre d'une véritable concertation du producteur au consommateur. Enfin Il est impératif que le gouvernement prenne des dispositions fortes pour empêcher les banques alimentaires d'être en rupture de stock.